CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

# RAPPORT ANNUEL SUR LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION* 2015-2016

**du 1er avril 2015 au 31 mars 2016**

Construction de Défense Canada
Defence Construction Canada

Canada

## TABLE DES MATIÈRES


Rapport sur la *Loi sur l'accès à l'information* ..... 1

Introduction ..... 1

Mandat de CDC ..... 1

Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de CDC ..... 2

Délégation de pouvoirs ..... 2

Résumé des activités et faits saillants ..... 2

Éducation et formation ..... 3

Politiques, lignes directrices et procédures ..... 3

Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information* ..... 4

Demandes officielles ..... 4

Demandes traitées et décisions ..... 4

Délai de traitement et prolongation des délais ..... 4

Suivi des demandes ..... 5

Exceptions invoquées ..... 5

Exclusions invoquées ..... 5

Demandes informelles ..... 5

Demandes de consultations provenant d'autres institutions et organisations gouvernementales ..... 5

Traduction ..... 6

Frais ..... 6

Coûts ..... 6

Plaintes et demandes de révision judiciaire ..... 6

ANNEXE A : Arrêté sur la délégation – *Loi sur l'accès à l'information* et *Loi sur la protection des renseignements personnels* ..... 7

ANNEXE B : Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information* ..... 11


60 ANS YEARS

CDC | DCC

# RAPPORT SUR LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

## INTRODUCTION

La *Loi sur l'accès à l'information* (ci-après la « *Loi* ») accorde aux citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes et aux sociétés présentes au Canada le droit d'accéder aux documents du gouvernement fédéral qui ne contiennent pas de renseignements personnels. Un juste équilibre doit être atteint entre le droit du public d'avoir accès à l'information et le besoin légitime de protéger l'information de nature délicate et d'assurer le bon fonctionnement du gouvernement, tout en favorisant la transparence et la responsabilisation au sein des institutions gouvernementales.

La *Loi* complète les autres modalités d'accès à l'information du gouvernement sans toutefois les remplacer. Elle ne vise à restreindre d'aucune façon l'accès à l'information que les institutions fédérales mettent normalement à la disposition du public.

L'article 72 de la *Loi* exige qu'au cours de l'exercice financier, le responsable d'une institution fédérale présente au Parlement un rapport annuel sur l'application de la *Loi*. Le présent *Rapport annuel* résume la gestion et l'administration de la *Loi* au sein de Construction de défense (1951) Limitée (CDC) pour l'exercice 2015-2016.

## MANDAT DE CDC

Conformément à la *Loi sur la production de défense*, le principal mandat de CDC est de fournir des services de qualité afin de répondre aux besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en matière d'infrastructure et d'environnement. CDC a pour mission d'exécuter des projets de façon efficace et en temps opportun, en plus d'assurer le soutien des infrastructures et des actifs environnementaux tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense du Canada. CDC est une mandataire de l'État, et a été constituée pour réaliser des projets d'infrastructure de défense et se charger de l'acquisition des biens et des services qui y sont liés. Selon la définition de la *Loi sur la production de défense*, un contrat de défense est un contrat conclu avec un mandataire de Sa Majesté, et qui porte de quelque façon sur des ouvrages de défense ou sur la conception, la fabrication, la production, la construction, la finition, l'assemblage, le transport, la réparation, l'entretien, l'entreposage ou le commerce d'ouvrages de défense. Les lettres patentes de CDC autorisent la Société à prendre en charge, louer à bail ou en échange, obtenir, acheter ou acquérir de quelque autre façon, construire, modifier, rénover, agrandir et améliorer, tenir, gérer, entretenir, exploiter, superviser, réparer, chauffer, vendre, récupérer, réaliser ou aliéner de quelque autre façon des biens mobiliers et immobiliers — notamment des terrains ou des bâtiments. CDC rend des comptes au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et Approvisionnement Canada.

## BUREAU DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE CDC

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de CDC est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de lignes directrices, de systèmes et de procédures efficaces afin de veiller à ce que CDC assume ses responsabilités aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Ses principales activités sont les suivantes :

- surveiller la conformité aux lois, aux règlements ainsi qu'aux procédures et politiques applicables;
- traiter les demandes conformément aux deux lois;
- élaborer et tenir à jour des politiques, des procédures et des lignes directrices pour veiller à ce que CDC respecte les lois;
- sensibiliser les employés de CDC aux lois afin qu'ils connaissent tous leurs responsabilités;
- préparer les rapports annuels à l'intention du Parlement et les autres rapports exigés par la loi, ainsi que tout autre document que pourraient exiger les organismes centraux;
- représenter CDC dans les rapports avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, les commissaires à l'information et à la protection de la vie privée ainsi que les autres ministères et organismes afin de déterminer en quoi les lois s'appliquent à CDC;
- aider CDC à respecter ses engagements afin de faire preuve d'ouverture et de transparence, par la divulgation proactive et non officielle de l'information.

Le Bureau de l'AIPRP compte deux employés : la coordonnatrice de l'AIPRP et l'administrateur de l'AIPRP. Au cours de la période de référence pour l'exercice 2015-2016, CDC a fait appel à un expert-conseil durant neuf mois afin qu'il l'aide à traiter les demandes.

## DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Aux termes de l'article 73 de la *Loi*, le pouvoir du président a été délégué pour permettre à la Société de satisfaire à ses exigences législatives. Le président a délégué ses pouvoirs et ses responsabilités à la coordonnatrice de l'AIPRP.

Voir l'arrêté sur la délégation à l'annexe A.

## RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS ET FAITS SAILLANTS

Aux termes de la version modifiée de la Directive concernant l'administration de la *Loi*, CDC affiche sur le site Web Gouvernement ouvert, tous les mois, des résumés des demandes d'information formulées en vertu de la *Loi* qui ont été traitées.

## ÉDUCATION ET FORMATION

Au cours de la période de référence pour l'exercice 2015-2016, CDC a continué de présenter le *Rapport statistique trimestriel sur l'AIPRP*, lequel rapport vise à informer la haute direction du volume des demandes d'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels, à mieux faire connaître les enjeux liés à l'AIPRP et à aider le Bureau de l'AIPRP à s'acquitter de son mandat.

Le Bureau de l'AIPRP tient des séances d'information à l'intention de 10 cadres supérieurs tous les trimestres ainsi que des séances d'information à l'intention de 19 cadres supérieurs deux fois par année. Voici quelques-uns des sujets abordés lors de ces séances :

- les comparaisons annuelles et trimestrielles des demandes d'AIPRP traitées et des pages examinées;
- les demandes de consultation par région et par institution fédérale;
- les demandes d'accès à l'information par type de sources, par année;
- une analyse des demandes d'AIPRP reçues sur une période de 10 ans;
- les entrées de temps liées aux travaux se rattachant à l'AIPRP.

## POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

CDC n'a pas mis en œuvre de nouvelles politiques, lignes directrices ou procédures ni de politiques, de lignes directrices ou de procédures révisées liées à l'AIPRP au cours de la période visée par le rapport.

# RAPPORT STATISTIQUE SUR LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

## DEMANDES OFFICIELLES

Le tableau ci-dessous présente les volumes de demandes d'accès à l'information reçues et traitées par CDC, en fonction de la provenance, au cours des quatre dernières années :

| Provenance | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 |
|---|---|---|---|---|
| Public | 9 | 9 | 6 | 9 |
| Médias | 4 | 0 | 1 | 2 |
| Entreprises | 18 | 14 | 22 | 18 |
| Universités | 0 | 0 | 1 | 4 |
| Autres organisations | 1 | 0 | 1 | 3 |
| **Total des demandes reçues** | **32** | **23** | **31** | **36** |

Du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, CDC a reçu 36 demandes d'information en vertu de la *Loi*.

Six demandes visant la période de référence précédente ont été reportées; 42 demandes ont donc été traitées au total. Des 42 demandes qu'elle a traitées au cours de l'exercice 2015-2016, CDC en a finalisé 32, ce qui signifie qu'elle a traité un total de 4 342 pages. Dix demandes ont été reportées à l'exercice 2016-2017.

## DEMANDES TRAITÉES ET DÉCISIONS

Pour ce qui est des 32 demandes traitées au cours de la période de référence, on a procédé à une divulgation complète en réponse à deux demandes, et à une divulgation partielle dans huit cas. CDC a exclu tous les dossiers de réponse à une seule demande et transféré quatre demandes à d'autres institutions. Dans 10 cas, il n'existait aucun dossier.

Des copies papier des documents ont été fournies pour cinq demandes. Dans cinq cas, la réponse a été envoyée par voie électronique.

## DÉLAI DE TRAITEMENT ET PROLONGATION DES DÉLAIS

Au cours de la période de référence, CDC a finalisé le traitement de 19 demandes en 30 jours; celui d'une demande, dans une période allant de 31 à 60 jours; celui de quatre demandes, dans une période allant de 61 à 120 jours; et celui de huit demandes en plus de 121 jours.

Des 32 demandes finalisées, 25 (78 % des demandes) ont été traitées dans les limites du délai prescrit. L'article 9 de la *Loi* prévoit la prolongation des échéances obligatoires si des consultations s'avèrent nécessaires, ou si un grand nombre de dossiers ont été demandés, dont le traitement entraverait de manière déraisonnable les activités de CDC. Dans 10 cas, CDC a jugé nécessaire de demander la prolongation des délais prescrits, car la portée des demandes aurait entravé de manière déraisonnable les activités de CDC.

## SUIVI DES DEMANDES

Chaque année, CDC surveille le délai de traitement des demandes d'accès à l'information en vue de l'établissement du *Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## EXCEPTIONS INVOQUÉES

CDC a invoqué des exceptions en vertu de la *Loi*. Les voici :

| Exceptions | | Nombre de fois où l'exception a été appliquée |
|---|---|---|
| Article 15 | Exceptions des documents dont la divulgation risquerait de porter préjudice aux affaires internationales et à la défense du Canada. | 1 |
| Article 16 | Exceptions des documents renfermant des renseignements sur la vulnérabilité de certains bâtiments ou ouvrages ou de réseaux ou systèmes divers. | 3 |
| Article 18 | Exceptions des documents qui pourraient porter préjudice aux intérêts économiques du Canada. | 5 |
| Article 19 | Exceptions des documents contenants des renseignements personnels. | 7 |
| Article 20 | Exceptions des documents contenant des renseignements commerciaux sur des tiers. | 17 |
| Article 21 | Exceptions des documents contenant des renseignements ayant trait aux processus décisionnels internes du gouvernement. | 9 |
| Article 24 | Interdiction de divulgation en vertu d'une disposition figurant à l'annexe II de la *Loi* relatif à la *Loi sur la production de défense*. | 4 |

## EXCLUSIONS INVOQUÉES

Durant l'exercice de référence, CDC a invoqué une seule exclusion : l'alinéa 68a), qui porte sur les renseignements que l'on peut obtenir dans le domaine public.

## DEMANDES INFORMELLES

CDC a reçu deux demandes non officielles visant la période de référence pour l'exercice 2015-2016.

## DEMANDES DE CONSULTATIONS PROVENANT D'AUTRES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES

Une partie importante de la charge de travail du Bureau de l'AIPRP concerne les mesures prises dans le cadre de consultations menées par suite de demandes officielles reçues d'autres institutions. En 2015-2016, CDC a reçu 21 demandes de consultation d'autres institutions fédérales. Quatre demandes visant la période de référence précédente ont été reportées. CDC collabore étroitement

avec le MDN et les FAC, le Centre de la sécurité des télécommunications Canada, Transports Canada, Pêches et Océans Canada, la Garde côtière canadienne, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Services publics et Approvisionnement Canada pour répondre à ces demandes en temps opportun.

### TRADUCTION

Il n'y a eu aucune demande de traduction pendant la période de référence.

### FRAIS

Aux termes du *Règlement sur l'accès à l'information*, CDC a perçu des frais de demande totalisant 125 $ en 2015-2016. Dans un cas, elle a accordé une exonération des frais de demande de 5 $.

### COÛTS

Les coûts directement associés à l'administration de la *Loi* engagés par CDC au cours de l'exercice 2015-2016 sont estimés à 178 790 $.

### PLAINTES ET DEMANDES DE RÉVISION JUDICIAIRE

Durant l'exercice 2015-2016, le Bureau de l'AIPRP de CDC a reçu une plainte du Commissariat à l'information du Canada. Cette plainte était toujours en cours d'examen à la fin de la période de référence, tout comme une autre plainte reçue en 2011-2012. Une révision judiciaire à la Cour d'appel fédérale est en cours. Cette demande de révision avait été déposée à la Cour fédérale en 2013-2014.

# ANNEXE A : ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION – *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION* ET *LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*

**Defence Construction Canada**
**Construction de Défense Canada**

## ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY ACT DELEGATION ORDER

## ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

| | |
|---|---|
| The President and CEO of Defence Construction (1951) Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out below, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the attached schedules. This Designation Order supersedes all previous Designation Orders. | En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Président et premier dirigeant de Construction de Défense (1951) Limitée délègue au titulaire du poste mentionné ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie parles articles des Loi mentionnées dans les annexes ci-jointes. Le présent décret de délégation remplace et annule tout décret antérieur. |

| Position / Poste | *Access to Information Act* and Regulations<br>*Loi sur l'accès à l'information* et règlements | Privacy Act and Regulations<br>Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements |
|---|---|---|
| Corporate Manager, Governance<br>Gestionnaire nationale, Gouvernance | Schedule A<br>Annexe A | Schedule B<br>Annexe B |

| | |
|---|---|
| Dated, at the City of Ottawa, this 25th day of September, 2013. | Daté, en la ville d'Ottawa, ce 25 jour de septembre 2013. |

LE PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT
CONSTRUCTION DE DEFENSE (1951) LIMITEE

PRESIDENT AND CEO
DEFENCE CONSTRUCTION (1951) LIMITED

## ANNEXE A - DELEGATION DE POUVOIRS ET D'ATTRIBUTIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

| *Articles* | *Access to Information Act* | *Loi sur l'accès à l'information* |
|---|---|---|
| 4(2.1) | Responsibility of the government institutions | Responsabilité de l'institution fédérale |
| 7(a) | Notice when access requested | Aviser l'auteur de la demande d'accès |
| 7(b) | Giving access to record | Autoriser l'accès à un document |
| 8(1) | Transfer of request to another government institution | Transmission de la demande à une autre institution |
| 9 | Extension of time limits | Prorogation du délai |
| 11(2), (3), (4), (5), (6) | Additional fees | Frais supplémentaires |
| 12(2)(b) | Language of access | Langue de communication des renseignements |
| 12(3)(b) | Access in an alternative format | Accès aux renseignements sur un support de substitution |
| 13 | Exemption - Information obtained in confidence | Exception - Renseignements obtenus à titre confidentiel |
| 14 | Exemption - Federal–provincial affairs | Exception - Affaires fédéro-provinciales |
| 15 | Exemption - International affairs and defence | Exception – Affaires internationales et défense |
| 16 | Exemption - Law enforcement and investigations | Exception - Application de la loi et enquêtes |
| 16.5 | Exemption - *Public Servants Disclosure Protection Act* | Exception - *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* |
| 17 | Exemption - Safety of individuals | Exception - Sécurité des personnes |
| 18 | Exemption - Economic interests of Canada | Exception - Intérêts économiques du Canada |
| 18.1 | Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc. | Exceptions - Intérêts économiques de la Société canadienne des postes, d'Exportation et développement Canada, de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et de VIA Rail Canada Inc. |
| 19 | Exemption - Personal information | Exception - Renseignements personnels |
| 20 | Exemption - Third party information | Exception - Renseignements de tiers |
| 21 | Exemption - Operations of Government | Exception – Activités du gouvernement |
| 22 | Exemption - Testing procedures, tests and audits | Exception – Examens et vérifications |

| | | |
|---|---|---|
| 22.1 | Exemption - Audit working papers and draft audit reports | Exception - Documents de travail relatifs à la vérification et ébauche des rapports de vérification |
| 23 | Exemption - Solicitor-client privilege | Exception - Secret professionnel des avocats |
| 24 | Exemption - Statutory prohibitions | Exception - Interdictions réglementaires |
| 25 | Severability | Prélèvements |
| 26 | Exception - Information to be published | Exception - Renseignements devant être publiés |
| 27(1), (4) | Third-party notification | Avis aux tiers |
| 28(1)(b), (2), (4) | Third-party notification | Avis aux tiers |
| 29(1) | Where the Information Commissioner recommends disclosure | Recommandation du Commissaire à l'information |
| 33 | Advising Information Commissioner of third party involvement | Avis au Commissaire à l'information de la participation d'un tiers |
| 35(2)(b) | Right to make representations | Droit de présenter des observations |
| 37(4) | Access to be given to complainant | Accès accordé au plaignant |
| 43(1) | Notice to third party (application to Federal Court for review) | Avis au tiers (demande de révision par la Cour fédérale) |
| 44(2) | Notice to applicant (application to Federal Court by third party) | Avis à la personne qui a fait la demande (demande de révision par la Cour fédérale faite par un tiers) |
| 52(2)(b), (3) | Special rules for hearings | Règles spéciales concernant les audiences |
| 71(1) | Facilities for inspection of manual | Salles publiques de consultation des manuels |

| ***Articles*** | ***Access to Information Regulations*** | ***Règlements sur l'accès à l'information*** |
|---|---|---|
| 6(1) | Transfer of request | Transmettre une demande |
| 7(2) | Search and preparation fees | Frais de recherche et de préparation |
| 7(3) | Production and programming fees | Frais liés à la production et aux programmes |
| 8 | Providing access to record(s) | Donner accès au(x) dossier(s) |
| 8.1 | Limitations in respect of format | Restrictions applicables au support |

# ANNEXE B : RAPPORT STATISTIQUE SUR LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

Gouvernement du Canada | Government of Canada

# Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

**Nom de l'institution :** Construction de Défense Canada

**Période d'établissement de rapport :** 2015-04-01 au 2016-03-31

## PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

### 1.1 Nombre de demandes

| | Nombre de demandes |
|---|---|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 36 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 6 |
| **Total** | 42 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 32 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 10 |

### 1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|---|---|
| Médias | 2 |
| Secteur universitaire | 4 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 18 |
| Organisation | 3 |
| Public | 9 |
| Refus de s'identifier | 0 |
| **Total** | 36 |

### 1.3 Demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |

**Remarque** : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

## PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

### 2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition | Délai de traitement | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communication totale | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Communication partielle | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 5 | 0 | 8 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 5 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| Demande transmise | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Demande abandonnée | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 7 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 13 | 6 | 1 | 4 | 1 | 7 | 0 | 32 |

### 2.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13(1) *a)* | 0 | 16(2) | 0 | 18 *a)* | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1) *b)* | 0 | 16(2) *a)* | 0 | 18 *b)* | 5 | 20.2 | 0 |
| 13(1) *c)* | 0 | 16(2) *b)* | 0 | 18 *c)* | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1) *d)* | 0 | 16(2) *c)* | 3 | 18 *d)* | 0 | 21(1) *a)* | 3 |
| 13(1) *e)* | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1) *a)* | 0 | 21(1) *b)* | 3 |
| 14 | 0 | 16.1(1) *a)* | 0 | 18.1(1) *b)* | 0 | 21(1) *c)* | 3 |
| 14 *a)* | 0 | 16.1(1) *b)* | 0 | 18.1(1) *c)* | 0 | 21(1) *d)* | 0 |
| 14 *b)* | 0 | 16.1(1) *c)* | 0 | 18.1(1) *d)* | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1) *d)* | 0 | 19(1) | 7 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1) *a)* | 1 | 23 | 0 |
| 15(1) - Déf.* | 1 | 16.3 | 0 | 20(1) *b)* | 7 | 24(1) | 4 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.4(1) *a)* | 0 | 20(1) *b.1)* | 0 | 26 | 0 |
| 16(1) *a)* (i) | 0 | 16.4(1) *b)* | 0 | 20(1) *c)* | 7 | | |
| 16(1) *a)* (ii) | 0 | 16.5 | 0 | 20(1) *d)* | 2 | | |
| 16(1) *a)* (iii) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1) *b)* | 0 | | | | | | |
| 16(1) *c)* | 0 | | | | | | |
| 16(1) *d)* | 0 | | | | | | |

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

### 2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---|---|---|---|---|---|
| 68 *a)* | 1 | 69(1) | 0 | 69(1) *g)* re *a)* | 0 |
| 68 *b)* | 0 | 69(1) *a)* | 0 | 69(1) *g)* re *b)* | 0 |
| 68 *c)* | 0 | 69(1) *b)* | 0 | 69(1) *g)* re *c)* | 0 |
| 68.1 | 0 | 69(1) *c)* | 0 | 69(1) *g)* re *d)* | 0 |
| 68.2 *a)* | 0 | 69(1) *d)* | 0 | 69(1) *g)* re *e)* | 0 |
| 68.2 *b)* | 0 | 69(1) *e)* | 0 | 69(1) *g)* re *f)* | 0 |
| | | 69(1) f) | 0 | 69.1(1) | 0 |

### 2.4 Support des documents communiqués

| Disposition | Papier | Électronique | Autres |
|---|---|---|---|
| Communication totale | 1 | 1 | 0 |
| Communication partielle | 4 | 4 | 0 |
| **Total** | 5 | 5 | 0 |

### 2.5 Complexité

#### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|---|---|---|---|
| Communication totale | 640 | 640 | 2 |
| Communication partielle | 3 702 | 3 067 | 8 |
| Exception totale | 0 | 0 | 1 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 7 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 |

#### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 101 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| Communication totale | 1 | 10 | 0 | 0 | 1 | 630 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 4 | 163 | 1 | 438 | 1 | 550 | 2 | 1 916 | 0 | 0 |
| Exception totale | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 13 | 173 | 1 | 438 | 2 | 1 180 | 2 | 1 916 | 0 | 0 |

### 2.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Communication totale | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Communication partielle | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Exception totale | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 9 | 2 | 0 | 0 | 11 |

### 2.6 Présomptions de refus

### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 7 | 2 | 5 | 0 | 0 |

### 2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total |
|---|---|---|---|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 2 | 2 |
| 61 à 120 jours | 0 | 2 | 2 |
| 121 à 180 jours | 0 | 3 | 3 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 7 | 7 |

### 2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|---|---|---|---|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 |

## PARTIE 3 - Prorogations

### 3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)*a)* Entrave au fonctionnement | 9(1)*b)* Consultation | | 9(1)*c)* Avis à un tiers |
|---|---|---|---|---|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Communication partielle | 2 | 0 | 2 | 5 |
| Exception totale | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Demande abandonnée | 3 | 0 | 1 | 3 |
| **Total** | 6 | 0 | 4 | 10 |

### 3.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)*a)* Entrave au fonctionnement | 9(1)*b)* Consultation | | 9(1)*c)* Avis à un tiers |
|---|---|---|---|---|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 61 à 120 jours | 6 | 0 | 4 | 8 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 6 | 0 | 4 | 10 |

## PARTIE 4 – Frais

| Type de frais | Frais perçus | | Frais dispensés ou remboursés | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation | 25 | 125 $ | 1 | 5 $ |
| Recherche | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| Production | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| Programmation | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| Préparation | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| Support de substitution | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| Reproduction | 0 | 0 $ | 0 | 0 $ |
| **Total** | 25 | 125 $ | 1 | 5 $ |

## PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---|---|---|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 21 | 1 996 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 4 | 1 678 | 0 | 0 |
| **Total** | 25 | 3 674 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 22 | 3 674 | 0 | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 3 | 0 | 0 | 0 |

### 5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communiquer en entier | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| Communiquer en partie | 1 | 5 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| **Total** | 6 | 10 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 22 |

### 5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

### 6.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

| Article 32 | Article 35 | Article 37 | Total |
|---|---|---|---|
| 1 | 0 | 0 | 1 |

## PARTIE 8 - Recours judiciaire

| Article 41 | Article 42 | Article 44 | Total |
|---|---|---|---|
| 1 | 0 | 0 | 1 |

## PARTIE 9 - Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information*

### 9.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---|---|---|
| Salaires | | 127 988 $ |
| Heures supplémentaires | | 0 $ |
| Biens et services | | 50 802 $ |
| • Contrats de services professionnels | 50 802 $ | |
| • Autres | 0 $ | |
| **Total** | | **178 790 $** |

### 9.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|---|---|
| Employés à temps plein | 1.00 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 1.00 |
| Employés régionaux | 0.00 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 1.00 |
| Étudiants | 0.00 |
| **Total** | 3.00 |

**Remarque** : Entrer des valeurs à deux décimales.